

Code CIMP	Libellé générale
01	Chirurgie
02	Médecine interne
03	Pneumologie
04	Cardiologie
05	Néphrologie
06	Hépatologie
07	Oncologie
08	Radiation
09	Neurologie
10	Psychiatrie
11	Gynécologie-obstétrique
12	Pédiatrie
13	Ophtalmologie
14	Ototoque
15	Dermatologie
16	Maladies infectieuses
17	Endocrinologie
18	Immunologie
19	Allergologie
20	Pathologie
21	Anatomopathologie
22	Bactériologie
23	Virologie
24	Mycologie
25	Parasitologie
26	Pharmacologie
27	Toxicologie
28	Biologie
29	Physiologie
30	Physiologie humaine
31	Physiologie animale
32	Physiologie végétale
33	Physiologie microbienne
34	Physiologie des plantes
35	Physiologie des animaux
36	Physiologie humaine
37	Physiologie humaine
38	Physiologie humaine
39	Physiologie humaine
40	Physiologie humaine
41	Physiologie humaine
42	Physiologie humaine
43	Physiologie humaine
44	Physiologie humaine
45	Physiologie humaine
46	Physiologie humaine
47	Physiologie humaine
48	Physiologie humaine
49	Physiologie humaine
50	Physiologie humaine
51	Physiologie humaine
52	Physiologie humaine
53	Physiologie humaine
54	Physiologie humaine
55	Physiologie humaine
56	Physiologie humaine
57	Physiologie humaine
58	Physiologie humaine
59	Physiologie humaine
60	Physiologie humaine
61	Physiologie humaine
62	Physiologie humaine
63	Physiologie humaine
64	Physiologie humaine
65	Physiologie humaine
66	Physiologie humaine
67	Physiologie humaine
68	Physiologie humaine
69	Physiologie humaine
70	Physiologie humaine
71	Physiologie humaine
72	Physiologie humaine
73	Physiologie humaine
74	Physiologie humaine
75	Physiologie humaine
76	Physiologie humaine
77	Physiologie humaine
78	Physiologie humaine
79	Physiologie humaine
80	Physiologie humaine
81	Physiologie humaine
82	Physiologie humaine
83	Physiologie humaine
84	Physiologie humaine
85	Physiologie humaine
86	Physiologie humaine
87	Physiologie humaine
88	Physiologie humaine
89	Physiologie humaine
90	Physiologie humaine
91	Physiologie humaine
92	Physiologie humaine
93	Physiologie humaine
94	Physiologie humaine
95	Physiologie humaine
96	Physiologie humaine
97	Physiologie humaine
98	Physiologie humaine
99	Physiologie humaine

[illegible][illegible]

[illegible]

[illegible]

Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Article 1 : Définition

Il est rappelé que tout achat réalisé à titre onéreux pour répondre à ses besoins du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, est un marché public, à partir du 1^{er} euro dépensé.

En effet, un marché public est un contrat écrit et conclu à titre onéreux entre l'EPCC (appelé *pouvoir adjudicateur*) et une société ou avec une autre collectivité (appelé *opérateur économique*), pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Article 2 : Les grands principes des marchés publics :

Les grands principes de la commande publique sont applicables à tous les marchés publics. Quel que soit leur montant, les marchés publics passés par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts respectent les principes de :

- liberté d'accès à la commande publique,
- égalité de traitement des candidats,
- transparence dans les procédures.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Ils exigent une définition préalable des besoins de l'acheteur public, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Article 3 : Règles générales de procédures :

La passation de marchés publics est encadrée par des procédures, destinées, selon la nature, l'objet des dépenses et leur montant, à organiser la publicité et la mise en concurrence des marchés.

Le Code des marchés publics définit six procédures de passation formalisées pour conclure un marché public :

- Cinq procédures sont formalisées et soumises à des règles strictes imposées par le Code des marchés publics :
 - L'appel d'offres ouvert ou restreint
 - La procédure négociée
 - La procédure de concours
 - Le dialogue compétitif
 - Le système d'acquisition dynamique

Une procédure adaptée - appelée MAPA - dont les modalités sont fixées par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et décrite ci-dessous :

Article 4 : Règles de cumul de montant

Les procédures de mise en concurrence applicables aux marchés publics (procédure adaptée, procédure formalisée) sont déterminées en fonction des montants des travaux, fournitures ou services dont la commande est envisagée.

A ce titre, l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes qu'il convient d'utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Le « saucissonnage », (fractionnement illégal des achats pratiqué pour rester en dessous des seuils de procédure formalisée), est interdit. Il peut-être constitutif d'un délit de favoritisme.

Ces règles générales, qui s'appliquent quel que soit le nombre de prestataires auxquels il est fait appel, se déclinent de la manière suivante selon la nature des marchés.

Article 4.1 : Pour les marchés de travaux : les notions d'ouvrage et d'opération

Le marché de travaux défini à l'article 1er du code se caractérise par le fait que le pouvoir adjudicateur en est le maître d'ouvrage, c'est-à-dire la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit.

Pour évaluer le montant d'un marché de travaux, doit être pris en compte la valeur globale des travaux se rapportant à une même opération, qui peut porter sur un ou plusieurs ouvrages, valeur à laquelle on ajoute la valeur des fournitures nécessaires à leur réalisation que le pouvoir adjudicateur met à la disposition des opérateurs.

- **la notion d'opération de travaux**

Cette notion revêt une importance particulière pour le calcul des seuils.

Un marché de travaux, au sens du code, est un marché conclu avec des entrepreneurs qui a pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil répondant à des besoins précisés par le pouvoir adjudicateur, qui en exerce la maîtrise d'ouvrage

L'opération de travaux ne peut être scindée en fonction de l'objet des travaux, des procédés techniques utilisés ou de leur financement, lorsqu'ils sont exécutés dans une même période de temps et sur une zone géographique donnée.

- **la notion d'ouvrage**

Le code de marché publics définit la notion d'ouvrage, conformément au droit communautaire, comme désignant le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir, par lui-même, une fonction économique ou technique. Il en résulte que peuvent constituer un ouvrage des travaux réalisés par plusieurs pouvoirs adjudicateurs.

Ainsi, l'ouvrage est le résultat obtenu à l'achèvement des travaux de construction, de restructuration ou de réhabilitation d'un immeuble ou encore de travaux de génie civil.

Article 4.2 : Pour les marchés de fournitures et de services : le caractère homogène

Qu'il s'agisse de fournitures ou de services, le principe est identique : les marchés « homogènes », qui portent sur des prestations présentant des affinités entre elles, doivent voir leurs montants agrégés.

En d'autres termes, les montants des marchés qui ont, soit la même finalité, soit les mêmes caractéristiques, doivent être additionnés pour être comparés aux seuils.

La délimitation d'une catégorie homogène de fournitures ou de services ne doit pas avoir pour effet de soustraire des marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.

Afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures ou des services, la valeur prise en compte est celle des fournitures ou de services homogènes :

- **soit en raison de leurs caractéristiques propres** : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature.

Le montant des achats réalisés annuellement sur un même code nomenclature pour une collectivité donnée représente le seuil de procédure atteint par cette collectivité pour cette famille d'achat. Toutes les prestations entrant donc dans la même famille de nomenclature doivent voir leurs montants cumulés.

- **soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle**

Cette notion suppose une pluralité de services ou de fournitures concourant à la réalisation d'un même projet. Dans cette hypothèse, l'ensemble des prestations nécessaires à l'élaboration d'un projet, et faisant partie d'un ensemble cohérent, est pris en compte de manière globale. Si le montant total de cette évaluation est supérieur aux seuils de procédures formalisées, l'acheteur devra s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir à une procédure adaptée.

Ainsi, toutes les fournitures et/ou services faisant partie d'une même unité fonctionnelle doivent voir leurs montants cumulés.

Le choix entre ces deux formules ne doit, en aucun cas, être effectué pour permettre de soustraire les marchés aux règles de procédure fixées par le code. Il est recommandé aux acheteurs d'effectuer ce choix, au moment où ils déterminent la nature et l'étendue de leurs besoins de services et de fournitures..

Un même achat doit donc être recensé soit en vertu de ses caractéristiques propres, soit en raison de son appartenance à une unité fonctionnelle.

Les précisions suivantes méritent d'être apportées :

- ❖ en cas d'un marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue ;
- ❖ dans le cas d'une famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, serait inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre ;
- ❖ la survenance de besoins nouveaux, alors même que les besoins ont été évalués de manière sincère et raisonnable, peut donner lieu, sauf dans le cas où un avenant est suffisant, à la conclusion d'un nouveau marché. La procédure de passation de ce nouveau marché sera déterminée en fonction du montant des nouveaux besoins.

Lorsque ces besoins font l'objet d'un marché dont le montant est apprécié séparément, l'imprévisibilité, c'est-à-dire le caractère nouveau du besoin, doit être réelle : elle ne saurait autoriser un fractionnement factice du marché.

Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué selon les règles décrites ci-dessus.

Article 5 : Procédures applicables à l'établissement

	MAPA 0	MAPA 1 ^{er} seuil	MAPA 2 ^{ème} seuil	MAPA 3 ^{ème} seuil	Formalisée
Seuil	0 à 15 000 € HT	de 15 000 € HT à 50 000 € HT	de 50 000 € HT à 90 000 € HT	de 90 000 € HT à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)	Montants supérieurs à 200 000 € HT (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)
Procédure	Adaptée				Formalisée
Avis de la Commission consultative	Non	Non	Oui	Oui	Non (CAO)
Signature des actes relatifs au lancement, à l'attribution, à la modification par avenant	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégués).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégués).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégués).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement délégués).	Président (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégués).

PA : Pouvoir adjudicateur

* JAL : Journal d'annonces légales

** Journal Officiel de l'Union Européenne

Article 6 : Dispositions d'application

Le directeur de l'EPCC est chargé de la mise en œuvre et de la déclinaison auprès des services du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des présentes règles générales de passation des marchés publics.

